

Le Brabant wallon sera la première province à se doter d'un tel outil

« L'idée est de mieux gérer les inondations »



Mathieu Javaux est ingénieur agronome et professeur au département des Sciences de l'Environnement de l'UCL.

La Province a demandé à l'UCL de créer une plateforme qui permettra de mieux lutter contre les inondations. Un inventaire des points noirs et des solutions à apporter sera effectué. De manière à gérer en temps réel la montée des eaux. Résultat en 2015.

Mathieu Javaux, cette mission est inédite en Wallonie. En quoi consiste ce travail commandé par la Province du Brabant wallon ?

Il s'agit d'élaborer à moyen terme une plateforme de gestion des risques liés aux crues et aux ruissellements. L'objectif est de rassembler, valider et coordonner toutes les données et études existantes sur les inondations. Ce projet est lié à une nouvelle directive européenne relative aux inondations qui impose à tous les états-membres d'avoir d'ici 2015 des plans de gestion des cours d'eau. Le Brabant wallon est la première province à prendre les choses en main. Elle a dégagé un budget important, près de 250 000 euros, preuve qu'il s'agit d'une de ses priorités.

Qu'est-ce que cette plateforme va apporter ?

La Province s'est rendu compte qu'elle disposait de très peu d'informations sur le sujet et qu'elle avait donc certaines difficultés à saisir l'ampleur des situations de crise en temps réel. Cette plateforme permettra aux responsables d'avoir d'ici septembre 2015 une cartographie des aléas

d'inondations et des risques de dommages, de même qu'un plan général de prévention et de gestion des risques. Cela permettra de mieux gérer les cours d'eau de 2^e et 3^e catégories, c'est-à-dire ceux qui sont du ressort des provinces et des communes. Cela représente 70 % des cours d'eau. Nous n'intégrons pas les cours d'eau régionaux car la Région s'attelle actuellement à effectuer également une cartographie des points noirs. Notre travail viendra en soutien.

Existe-t-il beaucoup d'études sur la question ?

Le fait que la gestion soit régionalisée en trois niveaux de pouvoir multiplie les études. Mais aucune n'effectue une vue d'ensemble de la problématique. Nous comptons y remédier. L'idée est de faire un inventaire de la situation et de déterminer les différents points sensibles. Par ailleurs, nous allons également recenser les ouvrages d'art, les bassins d'orage, les digues, les vannes et les ponts. Tous des éléments qui ralentissent le ruissellement des eaux. C'est un boulot immense.

La principale difficulté de votre action ?

Il y a très peu de capteurs de débit, ce qui ne permet pas d'avoir des mesures précises lorsqu'un cours d'eau monte. Des limni-

mètres (NDLR : des sondes) seront posés dans certains cours d'eau afin que l'on puisse mieux mesurer les débits et prévoir les risques d'inondations.

Qu'est-ce que cela va concrètement apporter aux communes ?

En résumé, nous allons lister tous les points noirs et proposer, dans certains cas, des solutions. Les projets actuellement menés par les communes seront intégrés. En deux ans, nous n'aurons malheureusement pas le temps de proposer des solutions pour l'ensemble du Brabant wallon. Mais nous délimiterons les travaux à effectuer en priorité. Des budgets seront dégagés par la Province.

Qui aura accès à cette plateforme ?

Certaines parties seront accessibles par tous via l'internet, d'autres le seront via l'intranet. On y trouvera par exemple un historique des inondations, un peu à la manière de Google Maps. Nous allons aussi capter sur Facebook

et Twitter tous les messages postés sur le sujet. Le tout sera de faire vivre cette plateforme pour actualiser sans cesse les données et permettre ainsi une meilleure gestion de crise.

Le Brabant wallon est-il plus sujet aux inondations que d'autres provinces ?

L'évolution démographique fait que notre province est la plus urbanisée de Wallonie. Avec toutes les conséquences que cela implique sur le plan du ruissellement des eaux. Cette urbanisation favorise l'imperméabilité, ce qui rend les flux d'eau plus rapides.

La manière de lutter contre les inondations est-elle satisfaisante aujourd'hui ?

Il faut différencier les causes et les solutions. Aménager un bassin d'orage ou une zone d'immersion temporaire ne résout pas les causes. Il est bien évidemment compliqué de modifier la manière de cultiver des agriculteurs.

Cela veut-il dire qu'une fois votre étude terminée et que les différentes mesures ont été mises en œuvre, il n'y aura plus d'inondations ?

Elles seront en tout cas mieux gérées !

» Xavier Attout

« Le Brabant wallon aura, à terme, une vue globale de la problématique »